



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail

coop
ESS



FORUM DE L'ESS ET DE L'INNOVATION SOCIALE TUNISIE 2025



TUNISIE - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES

26-27-28 MAI 2025
CITÉ DE LA CULTURE - TUNIS

DANS LE CADRE DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES

« Le rôle de l'Économie Sociale et Solidaire dans la promotion
de la justice sociale »





République Tunisienne



Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



YOUTH
#EU4YOUTH

Note conceptuelle

Dans un monde marqué par des inégalités croissantes, la justice sociale apparaît comme un enjeu central du développement durable. Malgré les avancées réalisées ces dernières décennies en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie, des disparités profondes persistent, tant au sein des nations qu'entre elles. L'accès aux ressources essentielles telles que l'éducation, la santé, l'emploi décent ou encore un environnement sain reste inégalement réparti, accentuant les fractures sociales et territoriales.

Les crises successives – économiques, sanitaires et climatiques – ont exacerbé ces inégalités, touchant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Selon les Nations Unies, près de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à une protection sociale adéquate, tandis que les écarts de richesse continuent de se creuser. Dans le même temps, le changement climatique amplifie ces inégalités en affectant plus durement les populations les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre et les moins outillées pour y faire face.

Face à ces constats, la justice sociale ne peut plus être dissociée des objectifs de durabilité. L'Agenda 2030 pour le Développement Durable met en avant une approche intégrée visant à concilier progrès économique, protection de l'environnement et équité sociale. Pourtant, alors que les délais pour atteindre ces objectifs se raccourcissent, les résultats restent en deçà des attentes, soulignant la nécessité de renforcer les politiques inclusives et les actions locales pour garantir un développement véritablement équitable et durable.

Dans un contexte de mondialisation croissante, l'interconnexion entre la croissance économique, la durabilité et la cohésion sociale joue un rôle essentiel pour réduire les inégalités et favoriser un développement qui respecte à la fois les individus et l'environnement.

L'adoption de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015 a posé les fondations d'un cadre global visant à traiter de manière intégrée et universelle trois dimensions majeures du développement durable : l'économie, le social et l'environnement.

Entre 2015 et 2016, plusieurs accords et stratégies complémentaires ont renforcé cette feuille de route mondiale. L'Accord de Paris s'est donné pour objectif de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de promouvoir une transition vers un modèle à zéro émission nette. Le Programme d'action d'Addis-Abeba définit un cadre international pour le financement du développement durable en insistant sur les ressources nécessaires à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Quant à la Nouvelle Agenda Urbaine, elle encourage une approche coordonnée et locale du développement durable, offrant une vision commune pour améliorer l'aménagement des espaces urbains et des territoires.



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
TUNISIE - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES



République Tunisienne

Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail

coop
ESS



Néanmoins, les données actuelles montrent que l'atteinte des ODD d'ici 2030 reste incertaine. D'après le Rapport sur les Objectifs de Développement Durable 2024, seuls 17 % des cibles avancent de manière satisfaisante, tandis que près de la moitié connaissent une progression faible ou limitée, et plus d'un tiers stagne ou recule. Il devient donc impératif de traduire ces engagements internationaux en actions concrètes et efficaces, notamment à l'échelle locale.

Bien que les ODD définissent un cadre global pour relever des défis majeurs tels que la pauvreté et le changement climatique, leur efficacité dépend de leur adaptation aux contextes locaux. L'Agenda 2030 met régulièrement en avant l'importance de « territorialiser » ces objectifs afin de concevoir des stratégies adaptées aux particularités et aux défis propres à chaque région. Cette approche locale contribue également à renforcer l'engagement des communautés en les impliquant activement dans la planification et la mise en œuvre des initiatives durables. Ce processus permet non seulement d'améliorer l'efficacité des actions menées, mais aussi d'accroître l'adhésion des populations aux objectifs fixés.

L'Année Internationale des Coopératives 2025 (IYC2025) offre une opportunité exceptionnelle de positionner l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) comme un levier majeur du développement inclusif en Tunisie. L'ESS est aujourd'hui considérée comme un levier clé du développement durable et un moteur de l'inclusion économique et sociale. La loi n°2020-30 a marqué un tournant institutionnel en reconnaissant officiellement l'ESS comme un troisième pilier du développement économique aux côtés des secteurs public et privé¹. Toutefois, malgré l'existence d'un cadre légal, la mise en œuvre effective de cette loi reste incomplète, freinée par des lacunes structurelles et des retards dans l'application des mesures d'accompagnement. Par exemple, l'approche législative obligeant toute entreprise à obtenir un label s'écarte foncièrement de la quasi-totalité des législations étrangères qui intègrent d'office dans le champ d'application de l'ESS les entités classiques de l'ESS (notamment les coopératives, les mutuelles, les fondations et les associations)².

Le Forum de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale -Tunisie 2025, organisé en partenariat par le Ministère de l'Economie et de la Planification, l'Organisation Internationale du Travail et la Délégation de l'Union Européenne, a pour objectif de constituer un espace de dialogue stratégique en mettant en valeur les réussites concrètes du projet JEUN'ESS depuis cinq années à travers les jeunes porteurs de projets solidaires et les partenaires de mise en œuvre.

Ce forum favorisera une synergie d'actions pour:

- **Co-construire une vision partagée de l'ESS**, alignée sur les priorités nationales et les agendas internationaux (OIT, UE), en mettant l'accent sur l'autonomisation des jeunes et la création d'emplois durables.
- **Renforcer l'écosystème de l'ESS** en Tunisie en favorisant l'engagement des jeunes, en stimulant l'innovation sociale et en créant des passerelles entre les acteurs publics, privés et la société civile.

¹Plan National de Développement 2016-2020, la loi n°2020-30 relative à l'ESS ainsi que le Plan National de Développement 2023-2025

²Djibouti (loi n°44 du 23 juin 2019 relative à l'économie sociale) ; Espagne (loi sur l'économie sociale du 29 mars 2011 ; France (loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire) ; Grèce (loi du 31 octobre 2016 relative à l'économie sociale et solidaire et développement de ses organes et autres dispositions) ; Québec (loi du 10 octobre 2013 sur l'économie sociale) ; Portugal (loi cadre sur l'économie sociale du 8 mai 2013 n° 68/XII-1)



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
L'UNION - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES

- **Promouvoir des solutions de financement innovantes et durables** pour accompagner l'émergence et la croissance des initiatives portées par les jeunes entrepreneurs sociaux.

Le Forum de l'ESS et de l'Innovation Sociale- Tunisie 2025 sera l'occasion de valoriser les initiatives inspirantes, de partager les bonnes pratiques et de capitaliser sur les succès du projet Jeun'ESS. Il permettra d'identifier des solutions concrètes pour renforcer l'ESS et contribuer à un avenir plus inclusif et prospère.

Vers une transition juste : repenser le travail, l'équité et la durabilité dans un monde en mutation

Les sociétés contemporaines évoluent dans un monde en pleine mutation, où les transformations économiques, sociales et environnementales s'accroissent, redéfinissant les équilibres de nos modèles de développement. La recherche d'une transition plus durable et équitable se heurte à des défis majeurs : montée des inégalités, mutations du marché du travail et nécessité d'adaptation aux impératifs environnementaux. Ces enjeux imposent de repenser nos approches pour assurer une transition qui ne laisse personne de côté, en intégrant des principes de justice sociale et de travail décent.

Trois dynamiques majeures transforment aujourd'hui notre manière de produire, de consommer et de travailler. La transition écologique impose un changement de paradigme afin de réduire l'empreinte carbone et favoriser des modes de production respectueux des ressources naturelles. La transition numérique bouleverse les modèles d'emploi avec l'essor de l'intelligence artificielle et l'automatisation, suscitant à la fois des opportunités et des risques d'exclusion pour certaines catégories de travailleurs. Enfin, la transition démographique, marquée par le vieillissement de la population et l'intensification des flux migratoires, reconfigure les besoins en matière d'emploi, de protection sociale et de services publics.

Face à ces transformations, l'économie sociale et solidaire (ESS) se positionne comme une alternative crédible pour répondre aux défis de la transition juste. En privilégiant une approche fondée sur la coopération, la gouvernance démocratique et la répartition équitable des richesses, l'ESS permet de concilier innovation économique et impact social. Elle offre des solutions concrètes pour créer des emplois pérennes et inclusifs, en favorisant des modèles économiques qui replacent l'humain et l'environnement au cœur des priorités. Dans le cadre de la transition écologique, les entreprises de l'ESS jouent un rôle clé dans le développement des circuits courts, la promotion de l'économie circulaire et la gestion durable des ressources, offrant ainsi des alternatives viables aux modèles économiques linéaires fondés sur la surconsommation.

Le travail décent constitue un pilier central de cette transition. Pour l'Organisation Internationale du Travail, il ne s'agit pas seulement de garantir un emploi, mais d'assurer des conditions de travail dignes, sûres et équitables. L'ESS, par sa structure participative et son ancrage territorial, contribue à l'instauration de pratiques favorisant l'égalité des chances, la reconnaissance des droits fondamentaux des travailleurs et l'accès à une protection sociale adaptée. Dans un monde où la précarisation de l'emploi s'intensifie, notamment sous l'effet de l'essor du travail indépendant et des plateformes numériques, les structures de l'ESS offrent un modèle plus résilient, où la solidarité et l'engagement collectif permettent de sécuriser les parcours professionnels.





République Tunisienne



Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



Dans cette dynamique de transformation, la justice sociale ne peut être dissociée des politiques de transition. L'enjeu est de garantir une répartition plus équitable des richesses, un accès universel aux services essentiels et une gouvernance plus inclusive. L'ESS, en favorisant des modes de gestion partagés et une approche participative, incarne cette volonté d'une transition où l'économie reste au service du bien commun. Par ailleurs, dans le cadre des transitions numériques et démographiques, elle permet d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation du travail, adaptées aux évolutions technologiques et aux attentes des populations.

La transition juste suppose ainsi un accompagnement des mutations économiques et sociales afin que personne ne soit laissé pour compte. Il est essentiel de soutenir des mécanismes de reconversion professionnelle, d'investir dans la formation continue et de garantir une protection sociale qui tienne compte des nouvelles réalités du travail. L'ESS peut jouer un rôle fondamental dans cette transformation en développant des solutions inclusives, adaptées aux besoins des territoires et des populations les plus vulnérables. La réussite de cette transition repose sur une mobilisation collective des acteurs publics, privés et de la société civile. Il s'agit de renforcer les alliances entre gouvernements, collectivités locales, organisations syndicales, entreprises et structures de l'ESS pour construire un cadre économique et social plus équilibré. Des initiatives existent déjà à différentes échelles, prouvant que des modèles économiques plus solidaires et résilients sont possibles. Mais pour accélérer le changement, il est nécessaire de mettre en place des politiques publiques ambitieuses, soutenant les initiatives locales et facilitant l'accès au financement pour les structures engagées dans une économie plus inclusive et durable.

Dans un contexte où les transitions en cours risquent d'accroître les fractures existantes, l'ESS incarne une voie alternative capable d'articuler innovation, résilience et équité. Elle constitue une réponse concrète aux défis de la transition juste en garantissant que la transformation de nos modèles économiques ne se fasse pas au détriment des travailleurs et des territoires les plus fragiles. En intégrant pleinement l'ESS dans les stratégies de développement et en consolidant les cadres réglementaires et financiers qui lui sont dédiés, il est possible de faire de ces transitions non plus une menace, mais une opportunité pour bâtir un avenir plus inclusif et durable.



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
L'UNION - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES

Contexte et Vision

Selon le Plan National de Développement 2016-2020, l'ESS doit jouer un rôle fondamental dans la transition vers une économie inclusive et durable, en favorisant la création d'emplois décents et en contribuant à la réduction des inégalités régionales et sociales. Cette approche a été renforcée par plusieurs références stratégiques, notamment l'Accord de Carthage de 2016, le Programme par Pays pour un Travail Décent (PPTD) 2017-2022 et la note d'orientation Tunisie 2035 appuyée par l'Organisation Internationale du Travail qui préconisent une ESS ancrée dans les territoires et soutenue par des mécanismes financiers adaptés.³

En l'absence d'une stratégie nationale cohérente, le secteur de l'ESS reste fragmenté entre des entreprises régies par la nouvelle loi et un tissu économique plus ancien (coopératives, mutuelles, groupements de développement agricole), qui continuent à fonctionner sous des cadres réglementaires distincts. Cette dichotomie nuit à la visibilité du secteur, limite son attractivité pour les investisseurs et freine sa structuration en un écosystème intégré.⁴

L'ESS tunisienne repose sur un tissu économique dense et historiquement ancré, impliqué dans plusieurs secteurs stratégiques :

- Agriculture : 443 coopératives agricoles, 3 200 groupements de développement agricole et de la pêche, 18 unités coopératives de production agricole.
- Artisanat et industrie : 35 coopératives non agricoles (textile, transport, habitat, commerce).
- Assurances et protection sociale : 54 mutuelles et deux sociétés d'assurance à forme mutuelle (CTAMA et MAE) représentant 23,5 % de l'emploi du secteur des assurances en Tunisie.
- Microfinance et inclusion économique : Des associations de microfinance comme l'AMF jouent un rôle central dans l'accès au crédit pour les petits entrepreneurs de l'ESS.

Certaines structures existent depuis plus d'un siècle, comme la Mutuelle de la RNTA⁵ (1911), la MOTOCOP (1920) et la coopérative ouvrière de Ksibet El Mediouni (1957). Pourtant, leur développement est freiné par une absence de coordination institutionnelle en raison du manque d'un organe fédérateur de l'ESS, un accès restreint au financement, notamment auprès des banques et des fonds d'investissement, en raison de modèles économiques perçus comme peu rentables avec une gouvernance incertaine. Ou encore une compétition accrue avec l'économie informelle, qui bénéficie d'une fiscalité plus souple et d'un cadre réglementaire plus flexible.

³Note politique : « Cadre juridique & Gouvernance de l'ESS », OIT – PNUD, Akram Belhaj Rhouma,

⁴Policy brief : « Politiques publiques de l'ESS en Tunisie », OIT – PNUD, Akram Belhaj Rhouma,

⁵La régie nationale du tabac et des allumettes.

⁶Source : ministère de l'Agriculture et DGRV-Tunisie, Étude diagnostique sur les coopératives en Tunisie, Souba Consulting, 2022.





République Tunisienne

Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



coop
ESS



youth
2030

Les opportunités d'une ESS plus durable et compétitive

Le Plan National de Développement 2023-2025 recommande de renforcer l'ESS en consolidant des mécanismes financiers adaptés, notamment en favorisant la création de banques coopératives et en réservant un pourcentage des marchés publics aux entreprises de l'ESS. Toutefois, à ce jour, ces mesures restent théoriques et peu mises en œuvre.⁷

Par ailleurs, l'article 109 du Code des collectivités locales et la stratégie ESS 2035 recommandent une ESS davantage ancrée dans les territoires, en encourageant des pôles de coopération économique et en intégrant l'ESS dans les stratégies de développement régional.

L'ESS a démontré sa résilience en période de crise. Selon une étude de l'Organisation Internationale du Travail (BIT), les entreprises ESS ont mieux résisté aux crises économiques et financières que les entreprises classiques⁸, notamment en Europe et au Royaume-Uni⁹. Toutefois, en Tunisie, la lenteur des réformes administratives et les obstacles réglementaires freinent encore l'émergence d'un secteur ESS compétitif et efficace.

Un des défis majeurs est l'absence d'un cadre de gouvernance unifié. Actuellement, les initiatives ESS sont dispersées entre différents ministères et structures publiques. La création d'une Instance nationale dédiée à l'ESS, comme recommandé dans les notes politiques présentées conjointement le 24 novembre 2023 par l'OIT et le PNUD, permettrait de structurer le secteur et d'assurer une meilleure coordination des politiques publiques.

Le Forum de l'ESS et de l'innovation sociale - Tunisie 2025 s'inscrit dans cette dynamique en mettant en avant des solutions concrètes pour lever les freins à l'ESS, promouvoir l'innovation sociale et renforcer les synergies entre les acteurs publics et privés. Il représente une opportunité unique pour structurer un écosystème ESS efficace, compétitif et ancré dans une logique de développement durable.

Le projet JEUN'ESS, un laboratoire de l'ESS en Tunisie

Les autorités tunisiennes, les partenaires sociaux, ainsi que la société civile considèrent la promotion et le renforcement des entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme une voie prometteuse. Le manque de ressources et d'expérience auquel sont confrontés les jeunes compromet les chances de réussite des initiatives individuelles dans les affaires. L'entrepreneuriat collectif sous la forme de coopératives, associations, groupes et/ou des entreprises sociales permet aux membres de réaliser des économies d'échelle, d'accroître leur pouvoir de négociation, et de faciliter l'accès au financement, aux ressources et aux marchés ; et ainsi faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Il a également été prouvé que les entreprises appartenant à l'ESS sont plus stables dans le temps, plus résilientes face aux crises et atteignent des niveaux de longévité plus élevés.

⁷Policy brief : « Politiques publiques de l'ESS en Tunisie », OIT – PNUD, Akram Belhaj Rhouma,

⁸

⁹Le travail décent et l'économie sociale et solidaire, Conférence internationale du travail, 110ème session 2022 : https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/110/reports/reports-to-the-conference/WCMS_841027/lang--fr/index.htm





République Tunisienne



Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



Par ailleurs, en raison de leur structure de gouvernance participative et l'attention particulière qu'elles accordent à l'intégration sociale, ce mode spécifique d'entreprendre contribue également à la réduction des disparités régionales et joue un rôle important dans le développement économique et social local.

Cette profonde conviction de l'importance de l'ESS pour un développement durable s'est traduite par l'inclusion de la promotion de l'ESS par le Gouvernement dans le plan quinquennal de développement économique et social de la Tunisie (2016-2020) en tant que priorité stratégique. Ce rôle s'est vu à nouveau renforcé par la présence de références à l'ESS dans plusieurs documents nationaux stratégiques (le « contrat social » ; La Déclaration Nationale de l'Emploi ; L'Accord de Carthage de 2016 ; le Programme par Pays pour un Travail Dément (PPTD) pour la période 2017-2022). Les partenaires sociaux, à savoir l'organisation patronale (UTICA) et l'organisation syndicale (UGTT), soutiennent cette orientation stratégique.

Suite à un long processus de consultation tripartite (avec les différents départements ministériels et les partenaires sociaux) et une consultation publique ouverte (avec les organisations de l'ESS, les opérateurs dans l'ESS, les experts, les personnes ressources...) ; la loi de l'ESS a été adoptée par l'ARP le 16 juin 2020.

C'est dans ce cadre que le projet JEUN'ESS a mis en place trois approches pour promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire dans 7 gouvernorats de la Tunisie (Jendouba, Kef, Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine, Gabès et Kébili). Ces approches stratégiques et opérationnelles traduisent la volonté du Gouvernement tunisien et les recommandations de l'Union Européenne en prenant en compte l'objectif principal de création d'emplois décents pour les jeunes dans les régions défavorisées à travers la promotion durable de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les approches

Le Re-Fund Challenge :

il consiste en la mise en place d'un cadre d'actions afin d'appuyer les Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire (OESS) déjà existantes. Ce dernier a permis de sélectionner 42 structures dans les sept gouvernorats cibles. Les structures sélectionnées ont été accompagnées à travers un processus comprenant l'évaluation des candidatures, des tests d'aptitudes, des visites sur le terrain, des incubations consistant à consolider les plans de continuité, les plans financiers, et enfin, des présentations devant un jury composé de partenaires institutionnels, sociaux et techniques. Les plans de continuité ont ainsi été élaborés dans un objectif de sauvegarde (et de créations) d'emploi, de relance et de développement économique avec un suivi permettant d'assurer un rebond économique. Les projets retenus ont ainsi reçu des subventions pour soutenir leur développement, permettant ainsi de renforcer les capacités des structures en matière de production, de diversification (transformation) et de commercialisation, tout en consolidant et créant de nouveaux emplois dans les communautés locales.



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
L'UNION - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES



République Tunisienne



Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



Social Innovation Fund :

il consiste en l'appui de jeunes tunisiens à développer des projets dans l'économie sociale et solidaire (ESS) et à créer des emplois durables dans les régions cibles du projet., Ce fonds cherche à stimuler l'innovation sociale en finançant des projets porteurs de changement et en apportant aux jeunes les ressources nécessaires pour concrétiser leurs idées. À travers un appel à projets, les candidats sélectionnés bénéficient d'une phase d'incubation de six mois, durant laquelle ils reçoivent des formations pratiques en gestion de projet, en développement de modèles économiques, et en compétences interpersonnelles. Ce soutien se poursuit après l'incubation, avec un accompagnement technique et financier pour les aider à s'installer durablement et à atteindre leurs objectifs. Outre le financement, le fonds accorde une attention particulière à l'inclusivité, en encourageant les candidatures de jeunes femmes et de personnes en situation de handicap, tout en privilégiant les projets ayant un potentiel de création d'emplois et de renforcement de la cohésion sociale.

Afin de garantir un processus complet permettant aux bénéficiaires d'accéder à de nouveaux marchés, Le Market Fund a été conçu pour venir en soutien au Social Innovation Fund et au re-Fund Challenge. Son objectif est de renforcer la capacité de commercialisation des initiatives de l'économie sociale et solidaire (ESS) et d'accompagner des projets pour améliorer leur accès au marché à travers des stratégies de transformation, de valorisation et de diversification de produits. Ce programme cible les structures de commercialisation déjà solidement implantées, qui joueraient le rôle de relais des produits des bénéficiaires du projet à l'échelle nationale et internationale. Dans cette optique, le Market Fund offre un espace d'incubation où se rencontrent les structures commerciales et les structures bénéficiaires du projet pour connecter les produits et améliorer la performance des plateformes de commercialisation et leur pénétration sur les marchés.

Les clubs LIMITL'ESS :

ils ont été conçus pour sensibiliser les jeunes à l'économie sociale et solidaire (ESS) et les initier aux valeurs de solidarité, d'inclusion et d'innovation sociale. Ces clubs, développés en partenariat avec l'organisation ENACTUS (ENACTUS LIMITL'ESS) dans l'enseignement supérieur, et dans les maisons de jeunes et centres culturels (Generation LIMITL'ESS) ont pour mission de mobiliser et former les jeunes à l'entrepreneuriat collectif et aux initiatives communautaires. Les participants aux clubs LIMITL'ESS, animateurs et jeunes, bénéficient d'un encadrement qui combine des ateliers de formation et des activités pratiques. Ils apprennent à concevoir et à développer des projets ESS. Cette approche est conçue pour les encourager à proposer des solutions innovantes aux défis locaux et à créer un impact social positif au sein de leurs communautés. Les clubs organisent également des compétitions et des projets d'innovation pour renforcer l'engagement des jeunes et leur donner une première expérience de l'entrepreneuriat social et collectif. Au-delà de la formation, les clubs LIMITL'ESS visent à créer un réseau de jeunes engagés dans l'ESS, en leur offrant des opportunités de collaboration avec d'autres jeunes, des entrepreneurs et des mentors locaux. Ce programme a donc pour objectif de former une nouvelle génération de leaders communautaires, capables de contribuer activement au développement social et économique de leur région tout en faisant la promotion de valeurs telles que la durabilité et l'égalité.



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
L'UNION - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES



République Tunisienne

Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail

coop
ESS



Ces trois approches reposent principalement à chaque étape d'avancement sur l'utilisation d'outils et de méthodologies pertinents de l'OIT (par exemple, Think.COOP, Start COOP, My.COOP, Making Microfinance Work...) et l'identification (en amont), la formation, puis la participation des partenaires sociaux, des structures d'appui techniques et/ou financières, publiques ou privés (société civile) au niveau national et local. C'est à travers cette coordination que le projet peut garantir une transmission des mécanismes mis en place et de leur durabilité.

Enfin, la contribution à l'émergence d'un écosystème local durable à l'ESS en renforçant le rôle central des collectivités dans la promotion de l'ESS au niveau local. L'enjeu de la sensibilisation à l'Economie Sociale et Solidaire ainsi que du transfert de savoir-faire est majeur. Une participation active des autorités publiques nous permettra de parler d'un réel ancrage de l'ESS en Tunisie. Cela leur permettra d'offrir de nouveaux horizons d'initiative dans les différentes régions avec une ESS décentralisée et enracinée.

Depuis son lancement, le projet JEUN'ESS a consolidé sa position en tant que catalyseur du développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en Tunisie, apportant un soutien concret aux institutions, aux entrepreneurs et aux collectivités locales.

L'un des jalons majeurs a été l'élaboration d'un guide de l'ESS, validé par le Ministère de l'Intérieur tunisien et les partenaires sociaux UGTT et UTICA. Ce document constitue désormais une référence pour les acteurs institutionnels et économiques souhaitant s'engager dans une démarche d'autonomisation économique collective. Cette initiative s'inscrit dans une vision plus large, celle de l'ESS 2035, dont la construction a été soutenue par la réalisation d'une cartographie nationale des initiatives d'autonomisation économique. Cette étude a ouvert la voie à des recommandations stratégiques qui pourraient donner naissance à une véritable politique nationale d'autonomisation économique.

Au cœur de cette transformation, la formation et l'accompagnement des acteurs publics et locaux ont été des leviers essentiels. Huit représentants de municipalités tunisiennes et sept cadres de gouvernorats ont été sensibilisés aux principes de l'ESS et à leur rôle clé en tant que facilitateurs du changement sur leurs territoires.

Cette dynamique a également touché l'ensemble des ministères tunisiens à travers la formation de 68 directeurs centraux et régionaux, contribuant ainsi à une meilleure prise en charge institutionnelle de l'ESS et à son intégration dans les politiques publiques.

L'initiative a également permis de renforcer les structures d'accompagnement des jeunes en matière d'entrepreneuriat collectif. Au total, 358 professionnels issus des structures locales d'appui telles que l'ANETI, les centres d'affaires, les commissariats à l'agriculture et à l'artisanat, les maisons de jeunes, ou encore les organisations syndicales et patronales. Ceux-ci ont bénéficié d'un accompagnement spécifique. Par ailleurs, la collaboration avec l'UGTT sur les normes de Santé et Sécurité au travail dans les structures de l'ESS a permis d'améliorer les conditions de travail au sein de ces organisations.



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
TUNISIE - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES

L'impact du projet s'est également manifesté à travers des actions concrètes de financement et de structuration des entreprises de l'ESS. Le programme Re-Fund Challenge a permis de consolider 42 structures de l'ESS grâce à un soutien financier de près de 500 000 dollars, consolidant ainsi 387 emplois et en créant 1 784 autres, soit un total de 2 171 emplois sur sept régions du pays. L'ESS s'affirme ainsi comme un levier d'inclusion, avec 56 % des emplois créés occupés par des femmes et 6,5 % par des personnes en situation de handicap.

Le Social Innovation Fund a poursuivi cette dynamique en structurant le parcours des jeunes entrepreneurs grâce à un manuel de procédures dédié à l'accompagnement des idées de projet en ESS. Mis en œuvre dans cinq incubateurs et sept associations locales, ce fonds a permis la création de 111 nouvelles structures de l'ESS et la consolidation de 17 autres, générant ainsi 1 465 emplois supplémentaires. L'accès au financement a été renforcé par des accords conclus avec la Banque Tunisienne de Solidarité et deux organismes financiers privés, mobilisant ainsi plus de 3,85 millions de dollars en faveur de ces structures.

Enfin, la sensibilisation et la formation des jeunes ont été au cœur du projet à travers LIMITL'ESS, une initiative inédite visant à insuffler l'esprit de l'ESS dans la jeunesse tunisienne. En partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de la Culture, 14 Clubs LIMITL'ESS Generation ont vu le jour dans sept gouvernorats, permettant le financement de 16 projets portés par de jeunes entrepreneurs sociaux. L'implication des institutions d'Enseignement Supérieur a permis d'élargir cette initiative avec la création de 35 Clubs ENACTUS LIMITL'ESS, mobilisant 1 668 jeunes adhérents et 124 conseillers pédagogiques et animateurs.

Loin d'être une simple expérimentation, le projet JEUN'ESS s'impose comme un modèle structurant pour le développement de l'ESS en Tunisie. En bâtissant des ponts entre les institutions publiques, les structures d'appui, les acteurs économiques et la jeunesse tunisienne, il pose les bases d'un écosystème inclusif et durable, où l'entrepreneuriat collectif devient un moteur de développement et d'émancipation économique.

Objectifs Stratégiques

- Assurer la cohérence et l'alignement des interventions des partenaires internationaux avec les priorités nationales et les agendas internationaux
- Créer un cadre de coopération structuré entre acteurs publics et privés, afin de renforcer l'ancrage institutionnel et l'intégration de l'ESS dans les stratégies de développement.
- Déployer des solutions d'autonomisation innovantes en mobilisant des instruments financiers adaptés et durables pour soutenir les initiatives ESS.
- Valoriser les impacts de l'ESS en mettant en lumière les réussites et les modèles reproductibles, en capitalisant sur l'expérience de Jeun'ESS.
- Produire des recommandations politiques en élaborant des propositions concrètes basées sur les meilleures pratiques nationales et internationales.

Résultats Attendus

- Renforcement des coopérations multilatérales en matière d'ESS et de justice sociale
- Accélération de l'innovation sociale et de l'entrepreneuriat des jeunes
- Création de partenariats stratégiques et identifications de mécanismes de financements solides
- Valorisation des initiatives inspirantes et diffusion des bonnes pratiques

Axes Structurants du Forum de l'économie sociale et 2025 solidaire et de l'innovation sociale -Tunisie

Axe 1 : Village ESS

Un espace immersif et interactif mettant en lumière les réalisations et les innovations de l'ESS en Tunisie avec douze pavillons dédiés à l'accélération et à l'innovation, offrant aux jeunes entrepreneur.es un accompagnement personnalisé et des opportunités de financement.

Voici la version révisée avec l'ordre des pavillons ajusté :

1. Vitrine de l'ESS : Produits et Savoir-Faire

Cette catégorie met en avant les productions et services issus de l'économie sociale et solidaire, valorisant les circuits courts, l'artisanat et le tourisme durable.

- **Pavillon Agroalimentaire** : Présentation des produits alimentaires ESS, mettant en avant l'agriculture durable et les circuits courts.
- **Pavillon Déco et Artisanat** : Espace dédié aux savoir-faire artisanaux et aux produits de décoration issus de l'ESS.
- **Pavillon Tourisme Solidaire** : Promotion des initiatives et projets de tourisme responsable portés par les structures ESS.

2. Commerce Solidaire et Expérience Culinaire

Focus sur la commercialisation des produits ESS et la mise en avant des filières responsables.

- **Pavillon Market Fund** : Vitrine des produits ESS soutenus par Jeun'ESS, avec un accent sur leur accès aux marchés nationaux et internationaux.
- **Pavillon Food Court / Table Solidaire** : Expérience immersive de l'ESS à travers la dégustation de produits conçus par les bénéficiaires du programme.

3. Écosystème de l'ESS : Innovation et Alliances

Espace dédié au modèle d'intervention, aux structures d'accompagnement, aux success stories et aux collaborations stratégiques en faveur du développement de l'ESS.

- **Pavillon Jeun'ESS** : Présentation du projet Jeun'ESS, de ses résultats et des opportunités pour la jeunesse.
- **Pavillon Accélération, Innovation et Durabilité** : Présentation des dispositifs d'accompagnement et de financement pour les entrepreneurs sociaux.
- **Pavillon Centre de Ressources** : Consultation d'études, guides et diagnostics sur l'ESS.
- **Pavillon Success Stories** : Mise en lumière des projets les plus performants soutenus par Jeun'ESS.
- **Pavillon Limit'l'ESS** : Promotion de la culture entrepreneuriale chez les jeunes via les clubs universitaires et programmes d'appui.
- **Pavillon Agora des Alliances** : Espace stratégique favorisant les rencontres entre bailleurs de fonds, institutions publiques et organisations ESS.

4. Médias Solidaires

Un espace dédié à la communication et à la valorisation des initiatives ESS à travers les médias engagés.

- **Pavillon Média** : Sensibilisation aux enjeux de l'ESS et mise en avant des projets innovants via des formats de communication impactants.

Axe 2 : Panels Stratégiques et Techniques - Production de Savoir et Capitalisation

Des discussions thématiques rassemblant des décideurs, des experts et des praticiens pour explorer les enjeux clés de l'ESS, le rôle des jeunes et les solutions innovantes. Également, des ateliers de présentation de résultats d'études et de papiers politiques seront mis en lumière dans le but d'accroître la visibilité et la compréhension du secteur de l'ESS.

Agenda des panels





République Tunisienne

Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



1er jour - Le 26 mai 2025

SALLE A

- **9h – 10h30 : Cérémonie d'ouverture** - Le rôle de l'Economie Sociale et Solidaire dans la promotion de la justice sociale
- **11h00 – 12h30 : Panel de Haut Niveau 1** - L'autonomisation économique des plus vulnérables : l'ESS comme voie d'action parmi d'autres leviers de développement
- **12h30 – 14h00 : Session A.1** - EU4Youth, un programme au service du développement local et de la création d'emplois décents pour les jeunes
- **14h00 – 15h30 : Session A.2** - JEUN'ESS, un modèle d'intervention innovant et impactant
- **15h30 – 17h00 : Session A.3** - L'action de l'Organisation Internationale du Travail dans la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire

SALLE B

- **12h – 13h30 : Session B.1** - L'action des Nations Unies en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes

2ème jour - Le 27 mai 2025

SALLE A

- **9h – 10h30 : Panel de Haut Niveau 2** - Economie Sociale et Solidaire et Entreprises Communautaires : une économie plus résiliente et inclusive pour les jeunes ?
- **10h30 – 12h00 : Panel de Haut Niveau 3** - L'Économie Sociale et Solidaire, un levier stratégique pour une transition durable au niveau africain et international
- **12h00 – 13h30 : Session A.4** - JEUN'ESS : Un écosystème au service de la jeunesse et de l'économie sociale et solidaire
- **14h00 – 15h30 : Session A.5** - Financement de l'Economie Sociale et Solidaire : accès, innovation et durabilité
- **15h30 – 17h00 : Session A.6** - L'action des Nations Unies en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes

SALLE B

- **12h00 – 13h30 : Session B.2** - LIMITL'ESS : les premiers Clubs en faveur de l'Entrepreneuriat durable et de l'Economie Sociale et Solidaire
- **14h00 – 15h30 : Session B.3** - Market Fund : catalyseur d'opportunités commerciales pour les jeunes entrepreneurs



FORUM DE L'ESS
ET DE L'INNOVATION SOCIALE
TUNISIE 2025
L'UNION - EU 30 ANS DE COOPÉRATION
POUR DES INNOVATIONS DURABLES



République Tunisienne



Financé par
l'Union européenne



Organisation
internationale
du Travail



Organisation
internationale
du Travail



coop
ESS



JEUN'ESS
#EU4Youth

- **15h30 – 17h00 : Session B.4 - JEUN'ESS : l'outil de l'OIT SCORE au services des structures de l'Economie Sociale et Solidaire**

3ème jour - Le 28 mai 2025

- **10h00 : Session de clôture : recommandations et actions futures**